

Indice de confiance : 18 %

Moins de 20 % de confiance en 4 mois de fonction, bel exploit pour le directeur de l'information !

Nous n'épiloguerons pas sur ses provocations, ses dérapages et ses mensonges. Tout a été dit et confirmé par les urnes. Plus grave est l'obstination de la présidente Delphine Ernotte à traiter le malaise des rédactions à la légère. **La nomination d'un rapporteur sur « les dysfonctionnements au sein de l'information » n'est qu'une façon de repousser les décisions, voire de ne rien faire.**

Sur les dysfonctionnements, il existe déjà deux rapports, cités par la présidente elle-même dans son projet stratégique, il y a un an : « *La perte de confiance peut conduire à une crise sociale rampante... qui débouche généralement sur la démobilisation des uns face à la suractivité des autres et donc sur l'exacerbation des conflits internes. Un climat de défiance est source d'inefficacité et d'appauvrissement.... Voilà pourquoi il convient de donner rapidement des signes clairs sur la transformation du management de l'entreprise....* ».

Quels signes a-t-elle donné depuis un an ? A part le changement du directeur de l'info : les mêmes cadres, les mêmes DRH, les mêmes méthodes déloyales, la même brutalité, la taylorisation débridée... le mensonge en plus !

Les rédactions ont dit non à l'externalisation des magazines, déjà largement sous-traités à des producteurs privés. Il y a suffisamment de compétences en interne : des journalistes, des techniciens, des monteurs qui refusent d'être cantonnés à la couverture de l'actualité pour les JT. La grève des JRI de France 2 en novembre dernier posait déjà la question.

Maintenant, il faut des actes. **Stop au mouvement de privatisation de l'information.** Cela concerne France 2 comme France 3 et maintenant aussi, la rédaction des sports.

Non aussi à la fusion et à la disparition de la rédaction nationale de France 3. Pas besoin de médiateur pour comprendre ! Un vote à 80 % et une grève le 7 avril ont clairement demandé l'abandon du projet Thuillier. Ce qui est en cause, ce ne sont pas les conservatismes et la crainte du changement. Non, c'est la pluralité de l'offre d'information qui est en danger avec l'amputation de France 3 de sa rédaction nationale.

A 94% les journalistes ont aussi rejeté le choix du nom "France Info" pour la future chaîne info, négation de 5 années de travail d'une rédaction, pour asseoir le site Francetv info.

Hors micro, beaucoup de CDD nous ont fait part de leurs angoisses : contrats non renouvelés, contrats de grille qui s'arrêtent, chantage à l'emploi, des horaires sans fin. La précarité est aussi une atteinte à l'indépendance des rédactions et à la liberté de l'information.

La liste des griefs envers la présidente commence à s'allonger dramatiquement : Casse des métiers pour s'aligner sur « les médias jeunes » (comprendre BFM et itélé), mensonges sur le fichage des salariés, bévues sur le jeunisme, fusion à marche forcée, externalisation de l'info etc....

A un moment où France Télévisions affiche de grandes ambitions sur le numérique, avec la chaîne info, la présidente de France Télévisions doit mettre fin à la déstabilisation des rédactions.

Paris, le 20 avril 2016